

INTER PARES

58, rue Arthur, Ottawa, Canada K1R 7B9 (613) 563-4801 Telex 053-3802

BULLETIN Vol. 11, No 4, 1989

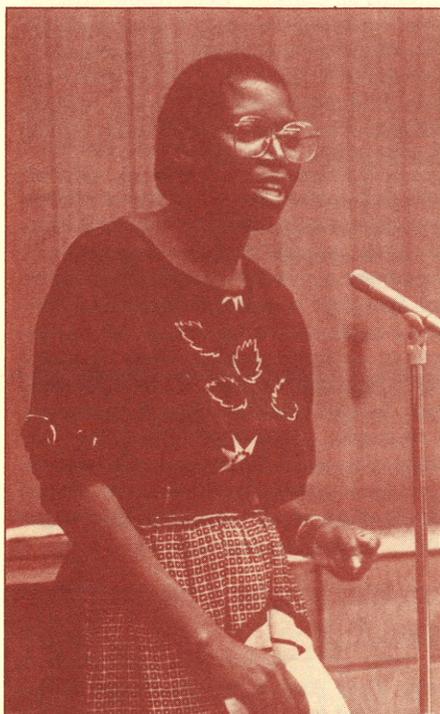


Photo: Larry Frazer

Autrefois, j'ai pleuré

Quand j'avais des problèmes avec mon mari, je ne faisais que pleurer.

Un jour je me suis fâchée, je lui ai répliqué. Je n'ai jamais plus versé de larmes.

Au travail, devant des lois discriminatoires à l'endroit des femmes, je me suis senti vaincue quand je ne pouvais changer la situation.

Je changeais donc d'emploi, me retrouvant toujours devant la même discrimination.

Un jour, je me suis fâchée, j'ai élevé la voix contre le système, j'ai mobilisé mes conseillers, mes confrères contre le système. Je ne changerai plus d'emploi à moins qu'on ne me congédie.

Confrontée aux questions de la pauvreté dans ma communauté, ma société, mon pays, je ne pouvais prendre la parole lors de réunions. J'étais trop gênée, trop timide, trop incertaine pour dire ce que je pensais. Un jour pourtant, je me suis mise en colère contre les systèmes qui perpétuent la pauvreté à tous les niveaux, et j'ai élevé la voix. Je ne resterai plus jamais silencieuse.

Aujourd'hui j'ai entendu d'autres voix qui appellent au changement dans diverses langues. J'ai maintenant joint ma voix aux leurs.

Dorothy Makasa
le 13 mai, 1989.

Femmes en marche

Des auxiliaires médicales du Bangladesh se rendent dans des villages isolés pour faire la promotion d'un programme d'alimentation communautaire. Un groupe de Salvadoriennes déplacées établissent une coopérative avicole. Des femmes des Philippines font campagne contre la prostitution. Au Burkina Faso, des paysannes apprennent à se servir du crédit pour accroître leur revenu.

Ces actions sont très diverses et les problèmes auxquels elles veulent répondre sont certes différents les uns des autres. Pourtant, elles ont une chose en commun – elles constituent des exemples de regroupements de femmes qui travaillent à amener le changement social au foyer, au travail, dans les champs et dans la rue. On pourrait citer nombre d'exemples encore. Ces actions illustrent l'engagement des femmes à rechercher des solutions aux problèmes de leurs communautés, des problèmes enracinés dans la pauvreté et l'exploitation, la violence et la répression, la discrimination et le racisme.

La perception conventionnelle du Tiers monde veut que les femmes soient souvent invisibles ou encore soumissives et passives. À l'opposé de ce stéréotype cependant, les femmes sont souvent celles qui amorcent le changement. Les femmes se regroupent, prennent des risques, constituent l'épine dorsale des mouvements sociaux et en maintes occasions leur avant-garde.

Les femmes – et leurs enfants – sont partout les plus pauvres d'entre les pauvres. Elles jouent un rôle crucial en tant que producteurs alimentaires et soutiens de famille. De plus en plus, elles sont les chefs de foyer. La contradiction, c'est qu'elles ont peu d'accès au crédit ou à la propriété, qu'elles doivent assumer une double charge de travail, qu'elles ont peu ou pas de pouvoir décisionnel et qu'elles sont souvent victimes d'abus physiques. Au Canada également, les femmes, plus particulièrement les femmes âgées, autochtones ou de groupes minoritaires, sont souvent les plus pauvres et celles qui se font rejeter en marge de la vie économique et sociale.

Il ne fait pas de doute que les efforts de

développement doivent s'attaquer non seulement à la pauvreté mais à d'autres formes d'inégalité – inégalités dans les relations entre hommes et femmes, entre races diverses et entre classes sociales. À travers le monde, les femmes défient et changent les structures et les institutions qui perpétuent l'inégalité, à commencer par les relations de pouvoir à l'intérieur de la famille et s'étendant aux sphères économiques, politiques et culturelles.

Le développement ne peut s'engager sans la participation des femmes et l'appui des hommes. Dans le soutien que nous apportons aux organisations locales, nous avons vu, à INTER PARES, la détermination, l'énergie et la compétence que les femmes manifestent à résoudre des problèmes dans leurs communautés. Nous avons vu des femmes s'organiser, au Bangladesh pour s'opposer aux programmes de stérilisation, en Zambie pour apprendre à lire et à écrire, en Amérique centrale pour réclamer

le droit à un foyer et à un gîte, au Canada pour promouvoir l'égalité sur les plans économique et social. Nous avons vu des femmes revendiquer la dignité qui vient avec une participation complète et égale au devenir de la société, et dans le respect fondamental des droits de la personne.

Au mois de mai dernier, INTER PARES invitait nos collègues et amies Ana Marin (Costa Rica), Connie Nkomo (Zimbabwe), Farida Akhter (Bangladesh), Cherry Padilla (Philippines), Dorothy Makasa (Zambie) et Linnette Vassell (Jamaïque) à faire une tournée du Canada et à partager avec les Canadiens-ne-s les initiatives de changement entreprises par les femmes dans leurs pays respectifs. Nos invitées rencontrèrent des groupes de femmes à travers le pays, dégagant partout un sentiment d'appui mutuel et de complicité qui continue à alimenter toutes celles qui participèrent à ces rencontres.

Le présent *Bulletin* fait le point sur les horizons nouveaux que cette visite nous a ouvert et s'attache à décrire les causes et les gens qui continuent de nous motiver à INTER PARES – les femmes qui, à travers le monde, travaillent à amener le changement.

«Il nous faut décoloniser nos propres esprits. Le développement, ça commence à l'intérieur de chacun-e de nous. Ce n'est pas une route facile à suivre, et on ne peut arriver à destination du jour au lendemain.»

Connie Nkomo, Zimbabwe



Photo: Larry Frazier

«Nous ne souffrirons plus d'être les cousins pauvres. Si tu vois une image d'un enfant affamé, arrache-la... La pauvreté est un problème créé par les hommes, un crime organisé sur le plan international.»

Connie Nkomo, Zimbabwe.

Connie Nkomo

Connie Mzaca Nkomo s'arrête un instant et déclare tranquillement au cercle d'hommes et de femmes qu'elle rencontre: «La pauvreté ce n'est pas une situation naturelle; c'est un crime organisé sur le plan international et c'est ainsi que nous devrions le traiter...». Sa voix est ferme mais non amère et elle sourit rapidement lorsqu'elle voit une lumière d'entendement animer le groupe. Connie poursuit en parlant de son travail avec l'Organisation des associations rurales pour le progrès (ORAP) qui vise à bâtir des communautés auto-suffisantes et dynamiques.

Par le biais d'ORAP, Connie travaille avec des hommes et des femmes du Zimbabwe à l'amélioration des récoltes, la construction d'écoles, l'élargissement des programmes de nutrition et de santé familiales, la mise en oeuvre de programmes d'éducation des adultes dessinés et planifiés par les communautés elles-mêmes de même qu'à la mobilisation des femmes afin que celles-ci s'assurent d'un rôle central et indépendant dans la vie politique et économique du pays.

Connie est éloquente et lucide: Les Zimbabweans

wéens ruraux avec lesquels elle travaille ne sont pas impuissants, ni désespérés et encore moins passifs. Ils refusent d'être des victimes. Connie est affligée de voir les images sinistres qu'on donne de l'Afrique et des Africains au Canada. Cette réalité de souffrance existe bien sûr mais ce n'est pas toute la réalité africaine et la pitié qu'elle engendre n'est pas la réponse que Connie attend des Canadiens. Elle veut le respect, elle veut des collègues et amis dans un projet mutuel pour créer un monde meilleur.

Pendant plusieurs années, Connie a été très impliquée dans la lutte pour libérer le Zimbabwe du pouvoir blanc. Elle se retrouve maintenant sur la ligne de feu d'une lutte plus âpre pour la justice et l'égalité au Zimbabwe et ailleurs dans le monde. Ses convictions et sa détermination l'ont amené à rechercher notre participation à l'avant-garde de la lutte contre le crime de la pauvreté imposée, partout où elle existe, au Zimbabwe ou ici-même dans notre pays. C'est ainsi que Connie définit les termes «partenariat» et «travail pour le changement».

Ana Eugenia Marin

Ana Marin fait face à un large auditoire dans une salle paroissiale d'Ottawa. Elle parle de la question qu'elle a entendue en maintes occasions à travers le pays et qui visait à soutenir d'elle, une centre-américaine, la moindre évidence que les Canadiens «sont vraiment différents des Américains». Elle nous explique en riant qu'elle sait que nous serons déçu-e-s mais qu'elle ne voit vraiment pas beaucoup de différence. Elle connaît nombre d'Américains qu'elle apprécie beaucoup et des Canadiens tout aussi gentils. La lutte pour amener le changement dépasse cependant les questions de gentillesse, ça veut dire avancer une analyse politique et être prêt à prendre des risques. Pour les Canadiens, ça peut vouloir dire qu'en ce qui concerne l'Amérique centrale, il faut faire face à l'idée que nous ne sommes pas très différents de nos cousins du Sud.

Ana Eugenia travaille avec une agence internationale basée au Costa Rica et qui apporte son concours à la réintégration des réfugiés et des personnes déplacées de l'Amérique centrale, région qui après une décennie de conflit se retrouve avec l'une des proportions de personnes déplacées les plus élevées au monde. Ana affirme que la population des réfugiés est largement composée de femmes

«Chez nous, la pauvreté, c'est ne pas avoir de quoi manger, ne pas avoir les ressources nécessaires. Au Canada, la pauvreté est différente... Elle tue l'esprit des gens et leur enlève l'espoir.»

Cherry Padilla, Philippines



Photo: Larry Frazier

et d'enfants dont les vies ont été disloquées par une violence au-delà de leur contrôle. Si des sociétés plus stables et pacifiques doivent être bâties dans la région, tous, et plus particulièrement les femmes, devront jouer un rôle actif et entier dans la détermination des formes que devront prendre ces sociétés. L'agence d'Ana, avec l'appui d'INTER PARES et de plusieurs organisations européennes, s'est consacrée à faciliter la réintégration de ceux/celles dont les vies ont été déracinées par le conflit.

Au cours de sa visite, Ana fut impressionnée par l'influence exercée par les femmes au Canada. Dans les journaux, les magazines, à la télévision, partout des femmes parlaient à d'autres femmes de société et de change-

ment. Pour Ana, le défi auquel les Canadiennes sont confrontées, c'est d'aller au-delà d'un mouvement de femmes pour assumer un rôle de leadership dans un mouvement social plus large. Elles pourraient ainsi donner aux dépossédés, dont la plupart sont des femmes, un espoir de changement pour l'avenir et pourraient établir des liens de solidarité réels avec leurs soeurs qui sont engagées dans des luttes pour le changement ailleurs dans le monde.

Dorothy

Dorothy Makasa est une grande femme à la voix douce qui se présente avec une dignité tranquille et bienveillante. Au premier abord, il est difficile de l'imaginer «combattante». Pourtant, en tant que militante de la Zambie, Dorothy lutte contre la définition que sa propre société donne aux femmes.

Durant le temps qu'elle passa avec nous, Dorothy parla d'une campagne importante menée par les femmes de la Zambie pour changer la loi de la succession. La coutume veut que lorsqu'un homme meurt, c'est sa parenté qui hérite de ses biens. Cette pratique, qui a jeté des femmes dans l'indigence, est un exemple tragique de la dépendance économique imposée aux femmes. Une campagne a été menée pendant plus de quinze ans, pour qu'on adopte des lois qui protégeraient les femmes contre de tels abus. Une nouvelle loi sur la succession fut adoptée par le Parlement de la Zambie en mars 1989 et Dorothy travaille maintenant avec une

Linnette Vassell

Linnette Vassell est l'une de ces rares personnes qui puissent relever la tête et rire quand d'autres perdraient contenance et s'enfuiraient. C'est une heureuse disposition qui l'a soutenue dans des moments difficiles.

Linnette est Jamaïquaine, présidente fondatrice de l'Organisation des femmes pour le progrès (OWP), un groupe mis sur pied pour faire du lobbying par rapport aux questions d'envergure nationale qui concernent les femmes. Au cours des années 1970, ce nouveau groupe fit des progrès remarquables et organisa une campagne fructueuse en faveur d'une toute première législation sur les congés de maternité. Lors d'une campagne électorale particulièrement violente, alors que les commerçants accumulaient en réserve des denrées alimentaires de base et autres marchandises, l'OWP lançait un programme d'«enquêteurs bénévoles des prix à la consommation» (des femmes surtout) qui obtinrent le pouvoir légal d'inspecter les entrepôts et de rapporter les cas d'accumulation de marchandises qui visaient à faire grimper le prix des denrées de base.

Au cours des années 1980, l'OWP élargit sa base au delà de Kingston, la capitale, et s'attacha au développement de services à l'intention des femmes pauvres du milieu rural. Elle mit sur pied le Centre de ressources et d'extension des femmes qui emploie une travailleuse sociale, un médecin et une avocate pour conseiller les femmes, opérer une clinique de santé pour femmes et jeunes enfants et pour fournir des avis légaux (surtout en matière de pension alimentaire et en matière de conflits entre propriétaires et locataires). Elle opère une boutique de vêtements usagés et organise périodiquement des achats en gros de fournitures scolaires afin de réduire les coûts pour les mères seules qui ont des enfants à l'école.

Linnette a joué un rôle dans toutes ces initiatives et y a apporté sa vision et son humour



Linnette Vassell (gauche), Mary Roberts (membre du conseil des aîné-e-s - Rosseau River, Man.), Connie Nkomo

Original Women's Network

particuliers. Elle nous fit bien comprendre que, pour l'OWP et pour les Canadien-ne-s qui soutiennent ce travail, il est important de reconnaître que le changement doit s'engager sur une échelle beaucoup plus large. Cela prendra beaucoup de temps et il n'y a pas de raccourcis. «Il faut être très déterminé si l'on veut voir venir ces changements» dit-elle. «Le travail de mobilisation c'est l'armature dont nous aurons besoin pour nous soutenir les unes les autres et pour exercer un plus grand impact sur la situation politique.»

Cherry Padilla

Cherry Padilla est assise sur le bord de sa chaise, ses mains traçant de façon expressive la nuance et le relief de ses paroles. Ses phrases sont brèves et limpides et lorsqu'elle parle de la situation des femmes aux Philippines, ses phrases deviennent plus incisives: «Les femmes qui travaillent à l'organisation de projets d'entraide se font harceler, plusieurs d'entre elles ont été arrêtées, certaines furent assassinées. Malgré cela, elles conti-

nent à mobiliser les gens en vue d'améliorer les conditions de vie de leurs communautés. Elles ont acquis de la force parce qu'elles ont dû s'unir les unes aux autres».

Cherry expliqua que le principal obstacle au regroupement des femmes dans les Philippines est la militarisation croissante de tout le pays, une plaie qui accable et déracine des communautés entières. L'autre obstacle majeur est la pauvreté - les femmes passant le plus clair de leur temps à tenter de survivre. En dépit de ces pénibles conditions, GABRIELA, l'organisation dans laquelle Cherry travaille, réussit à soutenir les efforts d'entraide des groupes de femmes à travers le pays.

GABRIELA est impliquée dans l'éducation et la formation technique des femmes urbaines pauvres. Elle met sur pied des initiatives de crédit pour les femmes du milieu rural qui veulent entreprendre des projets sociaux et économiques; elle travaille à mobiliser les prostituées dans la lutte contre leur exploitation et à établir des refuges pour femmes battues; elle travaille enfin à la création de commissions populaires sur des questions telles que les droits de la personne, la violence, la famille et la santé en vue de réunir les femmes démunies et les femmes professionnelles pour un partage de connaissances et d'habiletés.

En plus d'apporter son soutien à plus de 100 groupes affiliés dans la mise sur pied de ces programmes, GABRIELA coopère avec d'autres secteurs et mouvements. «La résolution des problèmes fondamentaux qui af-



Photo: Catherine Joyce

fligent la société aux Philippines contribuerait grandement à la libération des femmes de ce pays» affirmait Cherry. «C'est la raison pour laquelle nous abordons ces problèmes simultanément».

INTER PARES appuie le travail de GABRIELA et de ses organisations affiliées aux Philippines, où les abus en matière de droits de la personne, la pauvreté et le chômage n'ont cessé de croître au cours des deux dernières années.

Le programme Femmes en marche a été subventionné avec l'aide de: l'ACDI (Programme de participation publique), Partenariat Afrique Canada, OXFAM, l'Eglise unie du Canada, le Congrès du travail du Canada et la Fédération du travail de l'Ontario.

Makasa

coalition d'organismes qui fournissent aux femmes un appui et des renseignements par rapport à la nouvelle législation.

Cette stratégie d'éducation ne fait que confirmer qu'il n'est pas suffisant d'apporter des modifications légales pour mettre un terme à la discrimination contre les femmes. Dorothy poursuit son travail à titre d'auteure, à titre d'officier supérieur du Conseil de développement social de la Zambie et à l'intérieur du Comité de coordination national des femmes afin de changer les attitudes et la conscience des femmes et de les encourager à s'unir autour d'expériences partagées.

En 1990, INTER PARES apportera son soutien au programme d'éducation piloté par les organisations de femmes de la Zambie et visant à accroître la connaissance de la nouvelle loi de succession et des droits de propriété des femmes.

Farida Akhter

Il est facile d'être désemparée par cette petite femme du Bangladesh, par sa profonde détermination, sa limpidité intellectuelle, la discipline et l'honnêteté irrésistibles de son discours. Pourtant, quand Farida Akhter vous saisit par le bras, jette la tête à la renverse et éclate de rire, vous conviant, joyeuse, à comploter pour changer le monde, vous n'êtes plus décontenancée. Vous vous sentez plutôt de connivence. Elle fut une source continue d'inspiration pour nous, tout au long de ses déplacements à travers le Canada.

C'est l'analyse de Farida touchant les programmes de stérilisation et de son impact sur les femmes qui amena tout d'abord INTER PARES à s'intéresser au travail d'UBINIG, l'organisation qu'elle aida à fonder.

A travers nos liens avec UBINIG et les femmes du Bangladesh, nous avons été à même de constater que ce sont les femmes et

les enfants qui souffrent le plus du sous-développement; que, malgré le besoin d'un plus grand planning familial, les programmes de contrôle de population ne sont pas la réponse et qu'ils mènent généralement à des abus envers les femmes.

Cet échange d'information et d'analyse a mené à une communauté de vue et d'action et à un soutien mutuel. Ensemble, nous avons approfondi notre compréhension des questions de santé touchant les femmes et nous les avons situées dans un contexte social et économique plus large.

Pendant son séjour au Canada, Farida encouragea les Canadiennes à lier les luttes de femmes aux questions de la pauvreté et du changement social. «Les femmes, au Canada, luttent contre la discrimination salariale, contre la violence faite aux femmes, contre l'inégalité entre hommes et femmes au niveau du statut social et économique. J'ai



Photo: Mary Ann Mulvihill

«J'espère que les femmes du Canada reconnaîtront bientôt combien les luttes de libération du Tiers-monde sont liées à leurs propres luttes.»

Farida Akhter, Bangladesh.

remarqué cependant,» devait-elle ajouter «qu'elles n'arrivent pas à lier toutes ces luttes dans une perspective unique de changement social... Il faudrait maintenant poser la question: qu'est-ce qui vient après? Où doivent nous mener nos luttes?»

«Le monde appartient à nous tous»

La question parvint des premières rangées: «Qu'avez-vous apprises au Canada qui puisse vous aider dans le Tiers-monde?»

C'était lors d'un débat organisé dans le cadre d'une rencontre publique pour faire connaissance avec six femmes exceptionnelles. Le moment fut particulier à cause de la réponse, non des orateurs mais de l'auditoire - un profond soupir collectif et une salle au sourire amusé. Il était clair que ce soir-là, dans cette salle de réunion bondée, quelques centaines de personnes avaient atteint un point de compréhension mutuelle et de complicité peu ordinaire. La réponse vint de Linnette Vassell, notre invitée de la Jamaïque: «Sauf votre respect, mon cher confrère, c'est ce que le Nord demande au Sud depuis trop longtemps...»

Tout ce qui avait précédé cet instant tendait à réaffirmer que nous nous étions réunis-e-s non pour «aider» mais pour apprendre ensemble. Une question plus appropriée aurait été plutôt: «Comment pouvons-nous nous appuyer les un-e-s les autres afin de transformer le monde que nous partageons?»

Pendant le temps qu'elles passèrent à INTER PARES et dans diverses communautés à travers le Canada, Ana, Connie, Linnette, Dorothy, Farida et Cherry raffermirent et approfondirent notre compréhension de la notion même d'*inter pares* - travailler entre égaux. Alors que nous parlions, les frontières entre le Nord et le Sud s'évanouirent et des préoccupations communes firent surface.

Nous fûmes amené-e-s à reconnaître une fois encore combien la charité fait naître la dépendance. C'est justement pourquoi des centaines d'organisations au Tiers-monde

cherchent à devenir des participants plutôt que des bénéficiaires passifs et la raison pour laquelle INTER PARES soutient leurs efforts. Nos invitées appliquèrent cette perspective aux conditions de vie des pauvres du Canada telles qu'elles purent les percevoir au cours de leur visite. Cherry parla de la pauvreté et du bien-être social au Canada «qui tue l'esprit des gens... qui leur enlève l'espoir». La similitude des situations devint d'autant plus claire lorsque Farida affirma: «Ce qui est intéressant dans tout ça, c'est que j'interprète l'aide extérieure au Bangladesh de la même manière: quand elle vient sous forme de charité, ça ne fait que nous enlever tout espoir de changement.»

Les femmes échangèrent également des points de vue sur la relation étroite entre le sexisme et le racisme et le maintien des inégalités. Elles nous engagèrent à approfondir notre compréhension du racisme en tant qu'outil d'asservissement. Dorothy relia son expérience en tant qu'Africaine au contexte canadien: «Les gens voient l'Afrique uniquement en termes d'aide charitable - les Africains sont dans la misère et il n'y a pas d'espoir pour eux. Les médias ne parlent jamais des gens qui luttent pour vaincre la misère. On perpétue la même image en ce qui concerne les autochtones du Canada. Les gens disent: 'Nous faisons beaucoup pour eux mais leur situation est désespérée'... En fait, les Canadiens contribuent à perpétuer cette situation quand ils refusent de reconnaître que les autochtones ont déjà des moyens bien à eux d'assurer leur propre développement.»

Finalement, l'expérience démontra que les femmes du Canada et les femmes du Tiers-monde tiraient les mêmes conclusions: on ne

peut séparer l'existence de la pauvreté de la réalité de l'impuissance sociale. Les femmes, les pauvres ainsi que d'autres grands secteurs de la société se retrouvent en marge de la participation et du pouvoir économique et politique. Ces inégalités, qu'on retrouve à l'intérieur de toutes les sociétés, s'étendent aux relations entre le Nord et le Sud. C'est pour cette raison que la compassion avec le Tiers-monde exige qu'on comprenne et dénonce l'injustice où qu'elle soit, chez nous comme ailleurs.

Le programme *Femmes en marche* réaffirma la communauté de notre cause avec les autres, notre interdépendance et notre engagement en faveur d'un monde plus juste et plus équitable. Nos relations «entre égales» continueront de croître au fur et à mesure que nous bâtissons des liens avec nos partenaires d'outre-mer et entre nous en tant que Canadien-ne-s, dans notre lutte commune pour amener le changement.

Les paroles de Farida Akhter résument l'essentiel de cette leçon: «L'effort consacré à bâtir des liens vigoureux entre les militantes sociales du Nord et du Sud constitue un pas important dans la bonne direction. A compter de maintenant néanmoins, nous ne diviserons plus les femmes du monde entre le Nord et le Sud - le monde nous appartient à toutes/tous et c'est ensemble que nous devons le changer.»

INTER PARES travaille en collaboration avec des groupes du tiers monde et du Canada à des projets qui visent à enrayer la pauvreté, la maladie et l'impuissance.
Organisme de charité enregistré (no 0447771-09)